



**RÉPONSES DES CANDIDAT-ES DES CIRCONSCRIPTIONS  
DU BAS-SAINT-LAURENT  
SUITE AUX QUESTIONS DES REPRÉSENTANTS  
DU SECTEUR SOUTIEN SCOLAIRE**



Question 1				
<p>Comme par hasard, le gouvernement libéral a décidé de distribuer cette année les enveloppes budgétaires non récurrentes dans le secteur de l'adaptation scolaire avant les séances d'affectation du personnel. Cette façon de faire vient assurer une meilleure coordination et une meilleure implantation des services à l'élève. Comme personne candidate, que comptez-vous faire pour maintenir cette pratique?</p>				
<p>La CAQ ne fera pas de l'éducation une priorité une fois tous les quatre ans, la veille des élections, mais une priorité tout le temps. Jamais la CAQ ne va couper dans les budgets en éducation, bien au contraire. Nous allons embaucher 400 professionnels en surplus des embauches déjà prévues pour soutenir l'implantation de la maternelle 4 ans, en plus d'instaurer un plancher de services professionnels dans toutes les écoles du Québec. En ce qui concerne votre question spécifique; oui, nous allons faire en sorte que les enveloppes soient distribuées le plus tôt possible, chaque année.</p>	<p>Aucune réponse reçue du PLQ</p>	<p>Nous proposons d'instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique et les centres de formation pour les adultes, déterminé en fonction des besoins, par commission scolaire. Ce seuil assurera l'équité des services offerts dans toutes les régions du Québec. Les services directs aux élèves en difficulté ne pourront donc plus faire les frais des décisions budgétaires des commissions scolaires et des gouvernements. Un peu à l'image des ratios enseignant/élèves, le nombre de professionnels dans nos écoles deviendra une dépense incompressible.</p>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Il est certain que pour Québec solidaire, la qualité des services aux élèves dépend entre autres du soutien que les professionnels ont pour assumer leurs responsabilités éducatives. Si ce soutien ne vient pas au moment opportun pour préparer les services aux élèves, on est toujours en mode « rattrapage » et l'adaptation des services écope. Il y a beaucoup de travail à faire autour de l'efficience des ministères. Je proposerai certainement qu'on agisse sur ce point. De plus, un gouvernement solidaire s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Embaucher du personnel professionnel supplémentaire en service direct aux élèves;</li> <li>• Instaurer un seuil minimum de personnel professionnel et de soutien pour les petites commissions scolaires et les petits cégeps (qui sont</li> </ul>	<p>Non, nous sommes d'avis que les commissions scolaires sont nécessaires. Étant un parti pour la gratuité scolaire, même au niveau des fournitures scolaires. Comme notre plateforme l'indique (p.76), nous voulons donner un budget aux commissions scolaires afin que de futurs employés achètent lesdites fournitures et que la totalité des parents profite des économies d'échelle reliées à l'achat en gros. Plus important encore, les commissions scolaires sont décentralisées et sont aptes à se concentrer sur des enjeux ou difficultés locales.</p>

			<p>principalement en région) et un ratio professionnel/élèves dans l'ensemble des réseaux scolaire et collégial.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Dans le but de briser les cercles vicieux de la pauvreté, de l'exclusion et du décrochage scolaire, Québec solidaire mettra tout en œuvre pour lutter contre les inégalités sociales et économiques grâce à une école publique équitable et attrayante pour tous et toutes.</p> <p>À cet effet, Québec solidaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Embauchera du personnel professionnel supplémentaire en service direct aux élèves et encouragera la mise sur pied d'équipes d'interventions multidisciplinaires;</li> <li>• Instauration d'un seuil minimum de personnel professionnel et de soutien pour les petites commissions scolaires et les petits cégeps (qui sont principalement en région) et un ratio professionnel/élèves dans l'ensemble des réseaux scolaire et collégial.</li> </ul>	
--	--	--	--	--

Question 2				
Quelle est votre position concernant le fait que les ajouts récents d'argent en mesure de soutien aux élèves en difficulté dans le secteur de l'adaptation scolaire ne se retrouvent pas en service de garde alors que nous savons que les difficultés de ces élèves ne disparaissent pas le matin avant que l'école ne débute, ne disparaissent pas non plus sur l'heure du dîner de même qu'après l'école?				
				
La CAQ s'engage à implanter un plancher de services professionnels dans toutes les écoles du Québec, modulé selon le nombre d'élèves, le contexte socio-économique et le nombre d'élèves en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation.	Aucune réponse reçue du PLQ	D'abord, nous reconnaissons que les services de garde à l'enfance sont avant tout des services éducatifs. Nous souhaitons instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves, et nous adopterons un projet de loi établissant un bouclier de protection budgétaire pour les services liés à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse. Cela inclut les services de garde en milieu scolaire.	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Québec solidaire reconnaît que l'accès à l'éducation n'a de valeur que si les services éducatifs sont organisés de sorte à favoriser l'épanouissement du potentiel de chacune et chacun. Les mesures de soutien sont indispensables aussi bien en service de garde qu'à l'école. Si un enfant n'a pas le soutien adapté en service de garde, ça coûtera toujours plus cher d'essayer de le maintenir à l'école, puis en emploi.</p> <p>En ce sens Québec solidaire s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Embaucher du personnel professionnel supplémentaire en service direct aux élèves et encourager la mise sur pied d'équipes d'interventions multidisciplinaires, et ce, dans tous les secteurs d'activités dans les écoles.</li> </ul> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Il va de soi que certaines problématiques des élèves se répercutent sur les services de garde, notamment quand il s'agit de difficultés liées au comportement. Notre plateforme électorale ne contient pas de mesure spécifique à</p>	Oui, je crois totalement en la gratuité scolaire, mais aussi au système scolaire public. Nous voulons couper le financement aux écoles privées afin de mieux nous concentrer sur les écoles publiques. Dans une économie de plus en plus intangible, nous devons financer plus que jamais le réseau éducatif afin d'assurer la pérennité de notre économie. Cela passe donc par de plus grands investissements dans les commissions scolaires, parce que nous croyons en la décentralisation plus ample des budgets (p.78).

			ce propos, mais nous comprenons la situation.	
<b>Question 3</b> Vous engagez-vous à faire de la question de l'élimination de la sous-traitance une préoccupation constante et comment comptez-vous traduire votre engagement dans l'action?				
				
Nous ne comprenons pas ce que vous entendez par « l'élimination de la sous-traitance ». N'hésitez pas à préciser votre question et nous pourrions y répondre.	Aucune réponse reçue du PLQ	Toutes nos propositions militent dans le sens d'une valorisation des services publics aux élèves. D'ailleurs, nous accorderons davantage de ressources et d'autonomie à la direction et aux équipes des écoles en milieu défavorisé en permettant, notamment, la formation plus libre des équipes-écoles.	<b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b> Oui, Québec solidaire <b>revalorisera les services publics</b> et s'engage à cesser tout recours aux agences de placement ou autres ressources externes et reconvertira les heures des agences de placement en emplois à temps complet.  <b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b> QS s'engage à revaloriser les services publics et cesser tout recours aux agences de placement et autres consultants ou consultantes externes dans la fonction publique.	La décentralisation entraînera un soutien aux emplois administratifs régionales, parce que le pouvoir du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sera, en partie, transmis à vos membres. Comme mentionné plus haut, nous sommes totalement pour une hausse des budgets en éducation, un pilier du développement économique selon le FMI. Si je suis élu, le PVQ ne sera pas majoritaire. Donc, comme député, mon objectif sera de médiatiser les problèmes engendrés par les coupures à chaque fois que le gouvernement ne coupera. L'opinion publique mène la politique, donc changeons l'opinion publique.
<b>Question 4</b> La CAQ laisse entendre qu'elle pourrait faire disparaître les commissions scolaires, partagez-vous ce point de vue? Si oui, quelles sont vos motivations et si non pourquoi?				
				
L'abolition des élections scolaires et la transformation des commissions scolaires en centres de services est une obligation afin de donner plus de pouvoirs à ceux qui s'occupent de nos enfants au quotidien : les enseignants, les professionnels, les directions, les conseils d'établissements. Pour en savoir plus, je vous invite à lire le Plan de gouvernance scolaire de la CAQ :	Aucune réponse reçue du PLQ	Nous sommes opposés à l'abolition des commissions scolaires, car cette promesse n'aura aucun effet sur la réussite scolaire. La CAQ nous ferait perdre du temps avec une réforme de structures – à l'instar de son ancien candidat, Gaétan Barrette, qui a opéré une réforme catastrophique des structures en santé, éloignant des régions les centres de décision.	<b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b> Non, Québec solidaire ne partage pas du tout ce point de vue et ne remet pas en question la structure en place. Notre parti veut plutôt investir dans l'éducation pour assurer les services directs et la qualité de l'enseignement. La commission scolaire permet d'assurer le	Quel est le but de l'adaptation scolaire? La majorité du temps, c'est d'intégrer les personnes ayant moins de chance à vivre en société. Nous devons leur donner les outils pour s'intégrer, mais il faut aussi les intégrer en dehors des heures de cours, le travail doit être continu en adaptation scolaire.

		<p>La CAQ veut faire de même, en dépouillant les régions de leurs outils. Nous croyons que l'heure n'est pas aux débats de structures, mais plutôt aux actions concrètes pour la réussite éducative des élèves. Nous devons réinvestir dans les services, et ceux-ci doivent relever des commissions scolaires.</p>	<p>déploiement uniforme des orientations ministérielles et la qualité des services dans toutes les écoles, ce qui est crucial pour assurer la qualité de l'enseignement et l'accès aux services partout sur le territoire. Cela permet à toutes les écoles d'avoir accès au soutien des professionnels et permet aussi d'offrir des emplois à temps plein de qualité à ce même personnel.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Il n'est nullement question pour QS de faire disparaître les commissions scolaires. Ces dernières jouent un rôle majeur dans la gestion et la distribution des ressources entre les écoles sur un territoire donné. Pensons simplement à l'organisation du transport scolaire, à la gestion et à l'entretien des immeubles, aux ressources partagées du personnel de soutien et du personnel professionnel.</p>	<p>Lorsque j'ai joué au hockey à Mont-Joli, j'ai eu à côtoyer des personnes ayant différentes difficultés. Plusieurs disaient, et disent toujours que Le Mistral est une "mauvaise" école à cause des classements bidon. L'école Le Mistral nous a conscientisés sur les problèmes d'adaptation des autres et l'école nous a permis de les côtoyer au jour le jour, sous surveillance en tout temps. Au contraire, nous devons fournir le budget nécessaire pour permettre ce genre d'interaction, cela est primordial.</p>
--	--	---	---	---

Question 5

Comme personne candidate, comptez-vous vous assurer que plus jamais les commissions scolaires ne se retrouveront en situation de sous-financement?

<p>Jamais la CAQ ne va couper dans les budgets en éducation. C'est un engagement ferme.</p>	<p>Aucune réponse reçue du PLQ</p>	<p>Un gouvernement du Parti Québécois adoptera un projet de loi établissant un bouclier de protection budgétaire pour les services liés à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse. Ainsi, plus jamais un gouvernement, quel qu'il soit, ne pourra faire la lutte contre les déficits sur le dos des élèves, sur le dos de notre jeunesse.</p>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Oui, je m'engage à m'assurer que les commissions scolaires ne se retrouvent plus jamais dans une telle situation de sous financement. C'est d'ailleurs un des dossiers que je juge prioritaires et qui m'a poussée à m'impliquer en politique. Québec solidaire investira massivement dans le réseau de l'éducation pour</p>	<p>Si je comprends bien la question, j'y ai déjà répondu plus haut. Nous devons rendre lesdites enveloppes récurrentes afin de permettre une plus grande intégration des étudiants en adaptation scolaire.</p>

			<p>comblent les sous-investissements et les compressions drastiques des dernières années.</p> <p>Nous allons réduire le nombre d'élèves par enseignant: 140 M\$ pour embaucher 2100 nouveaux enseignant-es, augmenter le nombre de professionnels: 200 M\$ pour embaucher 2300 nouveaux professionnels. Total pour les opérations: 340 M\$</p> <p>Nous investirons également 850 M\$ en infrastructures pour réparer des écoles qui devraient être réparées depuis longtemps et en construire de nouvelles. Avec ces investissements, nous comptons honorer notre promesse de réelle gratuité scolaire du CPE au doctorat et éviter que les parents se voient obligés de financer le manque à gagner des commissions scolaires via des moyens détournés comme les fournitures scolaires ou des frais afférents.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Québec solidaire investira massivement dans le réseau de l'éducation pour combler les sous-investissements et les compressions drastiques des dernières années.</p> <p>Pour aider l'école publique à remplir sa mission et afin de donner toutes les chances à l'école publique de remplir sa mission, Québec solidaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réinvestira massivement dans le réseau</li> </ul>	
--	--	--	--	--

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoptera un plan visant le transfert progressif vers le réseau public de toutes les subventions publiques allouées aux écoles privées et permettra à celles qui le souhaitent de s'intégrer au réseau public avec leur personnel</li> <li>• Adoptera un plan national pour rénover et entretenir les écoles publiques en accordant la priorité à la santé et à la sécurité du personnel et des élèves.</li> </ul>	
--	--	--	--	--

**Question 6**  
 Année après année, le gouvernement libéral a effectué des réductions budgétaires dans les commissions scolaires entraînant des diminutions de services dans les services administratifs et réduisant d'autant les services aux élèves. Comme candidate ou candidat, quelle est votre opinion à ce sujet et de quelle façon comptez-vous intervenir pour que cesse cette pratique?

				
Jamais la CAQ ne va couper dans les budgets en éducation.	Aucune réponse reçue du PLQ	Un gouvernement du Parti Québécois réinvestira de façon importante et ciblée dans toutes les écoles, entre autres au sein des milieux plus à risque, en réduisant le ratio maître-élèves et en augmentant le personnel professionnel et de soutien, notamment pour assurer le dépistage des élèves en difficulté dès la maternelle.	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b>          Tel que mentionné à la question précédente, je crois en l'importance du maintien des commissions scolaires, et ce, en leur assurant un financement adéquat. Un gouvernement solidaire ne croit pas qu'il est nécessaire de jouer dans les structures organisationnelles, il est temps d'investir et d'offrir un service de qualité aux élèves tout en assurant de bonnes conditions de travail aux employés du réseau de l'éducation.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b>          En plus de ce qui a été indiqué dans les réponses précédentes, Québec solidaire bonifiera les ressources consacrées aux écoles situées en</p>	Honnêtement, je ne connais pas le dossier. J'ai fait mes recherches pourtant. Je vous invite à m'appeler au (418) 573-2920 afin d'en discuter. J'aime mieux avouer ne pas connaître ou comprendre un enjeu, me faire "briefer" et établir un plan par la suite que de dire n'importe quoi. C'est, d'après moi, beaucoup moins dommageable.

			milieux défavorisés et les programmes de soutien alimentaire.	
--	--	--	---	--

RÉPONSES DES CANDIDAT-ES DES CIRCONSCRIPTIONS  
DU BAS-SAINT-LAURENT  
SUITE AUX QUESTIONS DES REPRÉSENTANTS  
DU SECTEUR CÉGEP

Question 7

La CAQ laisse entendre que si elle était portée au pouvoir elle remettrait en question la pertinence des cégeps, voire même leur existence ou leur vocation. Quelle est votre opinion à ce sujet?

				
<p>C'est faux. Je vous invite à lire l'allocation de notre porte-parole en Éducation, M. Jean-François Roberge, à l'occasion d'une motion soulignant le 50e anniversaire des cégeps pour vous en convaincre. Voici un extrait : « Si on réussit à garder des jeunes dans nos régions, c'est aussi grâce aux cégeps où ils peuvent poursuivre leurs études, après le secondaire, plus près de chez eux, et ça évite souvent des exils, parce qu'en étudiant plus longtemps ils prennent racine en tant que jeunes adultes dans leurs régions, et, s'ils vont ailleurs, bien, ils ont plus de chances de revenir. Donc, les cégeps, c'est vraiment un ancrage, c'est un poumon, c'est un incubateur de talents à la grandeur du Québec. On peut s'appuyer sur leurs succès pour aller encore plus loin, mais n'oublions pas que c'est un actif. Longue vie aux cégeps! »</p>	<p>Aucun retour du PLQ</p>	<p>Nous avons construit au Québec, avec les cégeps, nos universités et nos instituts de recherche, un outil remarquable de développement et d'ouverture sur le monde. Un gouvernement du Parti Québécois s'engage à agir non seulement pour apaiser les tensions existantes, mais également pour accroître la vitalité de l'enseignement supérieur et de la recherche au Québec.</p>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Pour une région comme la nôtre, les cégeps sont des moteurs essentiels à notre vitalité culturelle, économique, sociale et politique. En cela, Québec solidaire ne remet pas en question l'existence des cégeps, on souhaite au contraire assurer qu'ils puissent remplir leur mission adéquatement. Pour ce faire, Québec solidaire révisera les mécanismes de financement des cégeps et des universités selon des principes d'équité. Ceux-ci doivent prendre en compte les caractéristiques des établissements d'enseignement en région, selon leurs particularités respectives.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Ce n'est pas du tout dans les intentions de Québec Solidaire. Au contraire QS veut soutenir les cégeps dans leurs missions</p>	<p>Nous croyons en la pertinence des cégeps, aucune raison d'abolir ceux-ci. Aussi simple que cela.</p>

			<p>d'enseignement, de recherche et de services à la collectivité en augmentant le financement global des cégeps, notamment pour assurer la pérennité des cégeps en région et pour assurer une formation de qualité partout au Québec. Il y a donc une reconnaissance de l'importance des cégeps non seulement dans leur mission d'enseignement au niveau post-secondaire, mais également dans leurs missions de services à la collectivité et de recherche. En effet, les cégeps sont souvent, particulièrement dans nos régions, les seules institutions à mettre au service de la population des infrastructures culturelles et sportives. Avec les CCTT, les cégeps sont également les seuls lieux de recherches en transfert de la technologie dans nos régions.</p> <p>QS veut consolider le réseau des cégeps pour offrir des services dans les régions, selon les besoins.</p>	
--	--	--	---	--

**Question 8**  
 Nos cégeps sont aux prises avec un problème d'exode des jeunes vers les grands centres. Si vous êtes élus, comment comptez-vous régler ce problème concrètement et même encourager des jeunes des grands centres à venir parfaire leur formation en région?

				
<p>Nous allons réviser le mode de financement pour consolider les Cégeps en région et contrer l'exode des jeunes. Nous allons aussi miser sur les Centres collégiaux de transferts technologiques (CCTT) pour faire des Cégeps des pôles de développement économique régionaux; c'est une autre façon de dynamiser les régions et</p>	<p>Aucun retour du PLQ</p>	<p>Nous allons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser le maintien de l'offre de formation universitaire et collégiale, et de pôles d'excellence dans toutes les régions du Québec.</li> <li>• Accorder l'exclusivité ou la quasi-exclusivité de programmes</li> </ul>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b>          Québec solidaire souhaite créer des bourses pour inciter des étudiantes et étudiants des grands centres à venir étudier en région.</p> <p>Nous désirons également accroître l'accessibilité des études supérieures</p>	<p>Il faut investir en culture dans les régions. La plupart des jeunes partent dans les grands centres afin de vivre leur vie de jeunesse et profiter de Montréal, Québec ou Sherbrooke. Nous devons rendre nos villes attrayantes, motivantes et mettre en valeur la nature qui est si belle au Bas-Saint-Laurent. Aussi,</p>

<p>d'accroître l'intérêt des jeunes à choisir le CÉGEP le plus près de chez eux. Enfin, nous allons donner plus de flexibilité aux cégeps dans l'élaboration des programmes qu'ils offrent afin de maximiser l'adéquation entre les formations offertes et les besoins de main-d'œuvre dans chaque région. Nous sommes d'avis que chaque CÉGEP doit se doter d'une personnalité régionale forte.</p>		<p>d'études techniques à des collègues.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire en sorte que les élèves finissant leurs études dans un cégep anglophone effectuent une session dans un cégep francophone, préférablement en région. Ils auront accès à des « bourses à la mobilité » pour que ce déplacement soit assumé par l'État.</li> <li>• Favoriser les inscriptions d'étudiants étrangers dans les universités et les cégeps en région et dans les programmes où la demande du marché du travail est forte.</li> <li>• Rembourser les frais de scolarité supplémentaires exigés aux étudiants internationaux qui s'établissent en région après leurs études.</li> <li>• Offrir une « bourse à la mobilité » pour attirer les étudiants en région.</li> <li>• Modifier la loi sur les établissements privés pour éviter la concurrence de collèges privés non subventionnés qui offrent des programmes techniques sans tenir compte de l'impact sur les autres établissements.</li> </ul>	<p>en instaurant une réelle gratuité scolaire et en nous opposant à l'approche marchande de l'éducation.</p> <p>De plus, si je suis élue, je m'engage à soutenir les initiatives locales qui viseront à contrer le problème de l'exode des jeunes vers les grands centres.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>QS révisera les mécanismes de financement des cégeps pour tenir compte de leurs caractéristiques particulières et créera des bourses pour inciter les étudiantes et étudiants des grands centres à étudier en région.</p>	<p>nous devons créer des activités et équipes sportives entre nos "petits" cégeps. Créons un sentiment d'appartenance.</p>
--	--	--	--	--

Question 9				
Quelle est votre position sur la question du maintien des programmes et des cohortes pour éluder l'exode de la région et comment comptez-vous faire avancer cette question concrètement?				
<p>Nous allons donner plus de flexibilité aux cégeps dans l'élaboration des programmes qu'ils offrent afin de maximiser l'adéquation entre les formations offertes et les besoins de main-d'œuvre dans chaque région. Avec un gouvernement de la CAQ, les cégeps jouiront d'une plus grande autonomie. Également, nous allons réduire considérablement la reddition de compte et la paperasse actuellement imposées par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.</p>	<p>Aucun retour du PLQ</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revoir les règles de financement des universités et des collèges afin de limiter la « course à l'effectif » et de favoriser la collaboration entre les établissements et les ordres d'enseignement.</li> <li>• Accorder l'exclusivité ou la quasi-exclusivité de programmes d'études techniques à des collèges.</li> <li>• Offrir une « bourse à la mobilité » pour attirer les étudiants en région.</li> <li>• Renforcer le financement de la recherche au collégial et mieux soutenir les centres collégiaux de transfert de technologie.</li> <li>• Modifier la loi sur les établissements privés pour éviter la concurrence de collèges privés non subventionnés qui offrent des programmes techniques sans tenir compte de l'impact sur les autres établissements.</li> </ul>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Selon moi, si les Cégeps ont suffisamment de financement pour offrir des programmes spécifiques, attrayants, et ce, avec les services de soutien aux étudiant-es qui répond adéquatement aux besoins de plus en plus spécifiques de chacun, cela aura inévitablement un effet sur l'attraction des jeunes en région. En ce sens, Québec solidaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentera le financement global des cégeps et des universités;</li> <li>• Révisera les mécanismes de financement des cégeps et des universités pour tenir compte de leurs caractéristiques particulières;</li> <li>• Tiendra compte, dans les cégeps, des besoins financiers croissants pour soutenir des étudiantes et étudiants avec des besoins particuliers impliquant des mesures d'accompagnement et d'encadrement pédagogiques;</li> <li>• Consolidera et soutiendra le réseau des cégeps et le réseau de l'Université du Québec dans leur offre de services de proximité pour les régions, quand les besoins le justifient.</li> </ul>	<p>L'exemple du Cégep de Matane est intéressant et je crois que nous devons amener encore plus d'étudiants étrangers dans nos établissements. Cela nous aidera à maintenir les programmes dans nos régions. Si les idées de la question (8) ne sont pas suffisantes, nous devons nous tourner vers l'immigration des étudiants.</p>

			<p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Comme souligné dans la réponse précédente, QS veut tenir compte des caractéristiques particulières des cégeps. Les cégeps en région doivent souvent composer avec de petites cohortes et avec des services qui sont supposés s'autofinancer comme par exemple les résidences pour étudiants. Cette réalité différente doit être prise en compte dans les mécanismes de financement.</p> <p>QS soutiendra le retour aux études et la formation continue par une aide financière et une aide professionnelle qui tiennent compte des particularités des personnes et des particularités des milieux ruraux et régionaux (éloignement et transports) afin d'aider les jeunes et les adultes à compléter leur formation générale, professionnelle ou technique ou pour avoir accès à du perfectionnement.</p> <p>De plus, QS créera une Commission consultative des universités pour examiner l'offre de formation et faire des recommandations pour corriger les inégalités entre régions et pour éviter les dédoublements ou la compétition induite entre établissements.</p>	
--	--	--	---	--

Question 10				
Les compressions budgétaires des dernières années (2010-2015) ont eu comme impact d'augmenter la précarité en emploi de nos travailleuses et travailleurs qui offrent des services directs aux étudiants-es. Comme candidat ou candidate, êtes-vous prêt à vous engager à cesser de compresser le budget du réseau collégial et à injecter les sommes d'argent nécessaires pour mettre fin à cette précarité d'emplois et ainsi assurer les services auxquels les étudiants-es sont en droit de s'attendre?				
				
Jamais la CAQ ne va couper dans les budgets en éducation.	Aucun retour du PLQ	<p>Nous allons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter un projet de loi établissant un bouclier de protection budgétaire pour les services liés à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse.</li> <li>• Rétablir un ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation distinct du ministère de l'Éducation et doté de l'expertise nécessaire à la supervision du développement de l'enseignement supérieur.</li> <li>• Réinvestir pour assurer l'actualisation des programmes d'études collégiales.</li> <li>• Instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique ou les centres de formation pour les adultes.</li> </ul>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Oui, comme candidate dans un gouvernement solidaire, je m'engage à mettre fin aux modes de gestion qui favorisent systématiquement la précarité du personnel.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>QS mettra fin aux modes de gestion favorisant la précarité du personnel dans le réseau post-secondaire notamment.</p>	Oui, à 100%. L'éducation est un pilier de la croissance économique, les cégeps sont dans les employeurs les plus importants en région, n'importe lequel candidat répondant non ne comprends pas les dynamiques de nos circonscriptions.

Question 11				
Vous engagez-vous à faire de la question de l'élimination de la sous-traitance une préoccupation constante et comment comptez-vous traduire votre engagement dans l'action?				
				
<p>Nous ne comprenons pas ce que vous entendez par « l'élimination de la sous-traitance ». N'hésitez pas à préciser votre question et nous pourrions y répondre.</p>	<p>Aucun retour du PLQ</p>	<p>La question de la sous-traitance est effectivement une préoccupation. En établissant des budgets protégés et plus stables, nous croyons que la sous-traitance sera une option moins intéressante. C'est en assurant la stabilité du financement que nous parviendrons à rassurer les acteurs du milieu; ils pourront ainsi planifier à long terme, au lieu d'être constamment en « mode réaction ».</p>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Comme nous l'avons dit plus haut, nous comptons mettre fin à toute forme de sous-traitance. La privatisation, flagrante ou sournoise, de nos services publics est une préoccupation sérieuse pour notre parti et nous comptons beaucoup sur une revalorisation et un réinvestissement dans la fonction publique. Notre cadre budgétaire dévoilé la semaine dernière démontre bien qu'il est possible d'aller chercher les ressources nécessaires avec un peu de bonne volonté politique.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>QS s'engage à revaloriser les services publics et cesser tout recours aux agences de placement et autres consultants ou consultantes externes dans la fonction publique.</p>	<p>Même réponse qu'en (6).</p>

Question 12				
Au chapitre de la qualité des services aux étudiants, dans plusieurs cégeps de la région on assiste, entre autres pour des raisons économiques, à du non-remplacement de membres du personnel de soutien lors d'absence, quelle est votre position à ce sujet?				
				
Avec un gouvernement de la CAQ, les cégeps jouiront d'une plus grande autonomie, et non l'inverse. Il ne sera pas question de nous immiscer dans la micro gestion des cégeps. Les décisions à cet égard seront prises localement.	Aucun retour du PLQ	L'occupation du territoire passe par des services en région de qualité. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous avons plusieurs mesures pour favoriser le maintien et le développement de l'offre de services éducatifs en région.	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>À Québec solidaire, nous ne croyons pas au mythe selon lequel il est possible de couper des postes sans affecter les services. Les administrations des cégeps de la région lancent des cris d'alarme depuis plusieurs années parce qu'ils ont du mal à respecter leur mandat avec des ressources toujours réduites. Comme nous l'avons dit plus haut, nous nous engageons à un sérieux réinvestissement dans le système d'éducation afin d'assurer le maintien et la bonification de ces services.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>QS tiendra compte, dans les cégeps, du besoin croissant de soutien pour des étudiantes et étudiants à besoins particuliers.</p> <p>De plus, QS instaurera un seuil minimum de personnel professionnel et de soutien pour les petites commissions scolaires et les petits cégeps (qui sont principalement en région) et un ratio professionnel/élèves dans l'ensemble des réseaux scolaire et collégial.</p>	Le non-remplacement des membres du personnel est aberrant, les services sont nécessaires en tout temps, ils ne peuvent être périodiques et être dépendants des aléas de la vie d'un employé.

Question 13				
Au Bas-Saint-Laurent, les directions des cégeps ont convenu de travailler en collégialité et en complémentarité plutôt qu'en compétition. Cette initiative locale fait en sorte que cette année nous recevrons dans la région 347 étudiants étrangers que nous n'aurions pas eus, n'eût été cette initiative. Que comptez-vous faire pour soutenir ce genre d'initiative et encourager les directions à poursuivre dans cette voie?				
				
Le PLQ n'a démontré aucun leadership en matière de recrutement d'étudiants étrangers. Nous pensons que le ministère des Relations internationales pourrait en faire beaucoup plus en matière de prospection et d'attraction d'étudiants étrangers, en collaboration avec le réseau collégial.	Aucun retour du PLQ	Ces initiatives montrent l'importance de décentraliser les décisions afin que les acteurs locaux soient en mesure de prendre les meilleures décisions pour s'adapter aux réalités locales. C'est pourquoi nous allons soutenir cette décentralisation; nous vous donnerons les moyens de prendre les décisions qui vous concernent.	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Il y a une compétition malsaine qui s'est installée entre différents cégeps pour aller chercher des étudiant-es, et c'est un effet direct de la marchandisation de l'éducation, dont les grandes perdantes sont justement les régions. En cela, nous ne pouvons qu'applaudir ce genre d'initiative de la part des directions de nos cégeps locaux, mais le problème doit être abordé plus en profondeur. Nos cégeps doivent former un réseau d'institutions travaillant dans le même bât. Et ce bât devrait être le développement de nos communautés, pas exclusivement de répondre aux demandes du marché.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Comme souligné précédemment, QS vise à corriger les inégalités entre régions et à éviter les dédoublements ou la compétition induite entre établissements. QS est également très sensible aux particularités des cégeps en région et pense qu'il faut en tenir compte dans les mécanismes de financement.</p>	L'avenir de la circonscription est interrelié avec les autres, j'encourage fortement l'initiative, le Cégep de Matane étant un pionnier dans le domaine. J'encouragerais la diversification de la provenance des étudiants étrangers, comme au Sénégal, par exemple. Plusieurs étudiants universitaires venant des pays africains, j'encourage les cégeps de la région à emboîter le pas.

Question 14				
Nous sommes d'avis que les collèges de la région souffrent de sous-financement. Partagez-vous ce point de vue? Que comptez-vous faire concrètement pour pallier le problème du sous-financement et dans quel horizon temporel?				
				
Nous allons réviser le mode de financement pour consolider les Cégeps en région, à l'intérieur d'un premier mandat. Il est à noter que cela fait plusieurs mois maintenant que nous mettons la pression sur le gouvernement sortant pour aller de l'avant avec une révision en profondeur du mode de financement.	Aucun retour du PLQ	<p>Nous partageons ce point de vue et les mesures citées précédemment répondent bien aux préoccupations de financement en région. Nous sommes ouverts à revoir les règles de financement des collèges afin de limiter la « course à l'effectif » et de favoriser la collaboration entre les établissements et les ordres d'enseignement.</p> <p>Nous croyons aussi que d'offrir une « bourse à la mobilité » pour attirer les étudiants en région permettra de consolider les établissements au plan de la clientèle et du financement.</p> <p>Finalement nous renforcerons le financement de la recherche au collégial et soutiendrons les centres collégiaux de transfert de technologie.</p>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Nous partageons totalement ce point de vue. Incluant les cégeps, entre 2010 et 2016 en particulier, c'est tout le réseau de l'éducation qui a été malmené : les gouvernements, libéral et péquiste, ont coupé plus de 1,5 milliard de dollars en éducation. Cela a eu des effets désastreux sur le taux de décrochage, nos enseignants manquent de ressources pour leur venir en aide, un grand nombre d'enseignants délaissent une profession devenue trop difficile et plusieurs infrastructures sont en piteux état.</p> <p>Donc, dans un 1<sup>er</sup> mandat, QS investirait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,6 milliard \$ d'investissements dans un plan national d'infrastructures pour la rénovation et l'entretien des établissements scolaires ;</li> <li>• 140 millions \$ pour l'embauche de 2 100 nouveaux professeurs et professeures ;</li> <li>• 200 millions \$ pour l'embauche de 2 300 professionnels et professionnelles (orthopédagogues, orthophonistes et psychoéducateurs, etc.).</li> </ul>	Oui, comme mentionné si souvent précédemment. Si nous étions majoritaires, ce serait dès le premier budget.

			<p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Le cadre financier (version provisoire) de Québec solidaire prévoit augmenter les dépenses de programme de 5 % la première année (1046 M\$) et de 4,2 % par la suite. - pour la Santé : des dépenses additionnelles de 1,5 G\$ la première année, passant à 2,3 G\$ en 2022-2023 - pour l'Éducation primaire et secondaire : des dépenses additionnelles de 1139 M\$ par an. - pour l'Éducation supérieure : des dépenses additionnelles de 1195 M\$ par an.</p> <p>Au cours des années, on a vu dans le financement des cégeps que les allocations spécifiques ont considérablement augmenté par rapport aux allocations fixes et aux allocations pour les activités pédagogiques. Ce type de mesures variant au gré des objectifs et des annonces politiques sont imprévisibles et requièrent beaucoup de temps en procédures administratives. Pour assurer un financement stable et prévisible, il importe que l'enveloppe destinée aux allocations spécifiques soit réduite ainsi que leur nombre.</p>	
--	--	--	--	--

Question 15				
Nous sommes d'avis que tant les commissions scolaires que les cégeps sont un moteur économique de développement régional d'une grande importance pour le Bas-Saint-Laurent. Partagez-vous notre point de vue? Si oui, quels sont les gestes que vous vous engagez à poser pour les maintenir, le cas échéant?				
				
<p>Pour la CAQ, les commissions scolaires doivent être transformées en autant de centres de services et s'assurer que les écoles disposent de toutes les ressources dont elles ont besoin pour aider chaque enfant, chaque jeune, à développer son plein potentiel. En ce qui concerne les CÉGEPS, ce sont clairement pour nous des moteurs de développement économique régional. Un gouvernement de la CAQ multipliera les passerelles DEP-DEC, misera davantage sur la formation continue et développera le réseau des Centres collégiaux de transferts technologiques.</p>	<p>Aucun retour du PLQ</p>	<p>Le Parti Québécois propose de lancer un chantier national d'écoles du 21e siècle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moins d'étapes dans l'approbation des projets;</li> <li>• Remettre l'autonomie pleine et entière entre les mains des commissions scolaires pour la planification, la construction et l'entretien des écoles en retirant le processus d'approbation des projets des mains du ministère de l'Éducation;</li> <li>• Dans certains cas, ça prend plus d'un an pour une commission scolaire avant de recevoir l'autorisation du ministère pour pouvoir rénover un toit par exemple. En donnant plus d'autonomie aux commissions scolaires, les étapes préalables à la mise en chantier pourront être accélérées et les appels d'offres pourront être regroupés et échelonnés sur plusieurs années;</li> <li>• Établir une planification sur 5 ans des budgets d'infrastructures scolaires;</li> <li>• Avec une planification budgétaire sur 5 ans, les commissions scolaires seront plus aptes à prévoir leurs besoins et nous</li> </ul>	<p><b>Carol-Anne Kack (Rimouski)</b></p> <p>Sans aucun doute, nos institutions scolaires sont de grands contributeurs de la vitalité du Bas-St-Laurent. Mais encore, Québec solidaire ne voit pas uniquement la contribution des institutions scolaires à notre région sous un angle économique. Ce sont d'abord et avant tout des milieux de vie qui aident à développer la vie culturelle, sociale et citoyenne, ce qui souligne d'autant plus l'importance qu'on leur accorde. Suivant ces considérations et tel que nommé précédemment, notre parti compte donc investir massivement dans l'éducation non seulement pour assurer une réelle gratuité scolaire du CPE au doctorat, mais aussi pour revaloriser la fonction publique et assurer des services de qualité pour tous les élèves et étudiant-es. Nous comptons également investir pour valoriser la formation offerte dans nos institutions en région et accroître leur capacité d'attraction.</p> <p><b>Guillaume Dufour (Côte-du-Sud)</b></p> <p>Dans nos réponses précédentes, nous avons témoigné de notre intérêt à maintenir à la fois les commissions scolaires ainsi que les cégeps. En plus de jouer un rôle incontournable dans la réussite éducative et dans la formation des jeunes, ces institutions</p>	<p>Totalement, fractionner le cégep entre le secondaire et l'université comme il a déjà été mentionné causerait une perte d'emploi irréversible dans Matane-Matapédia (Mitis). Même chose au niveau des commissions scolaires.</p> <p>Nous devons tout faire pour arrêter la centralisation des décisions, protéger les commissions scolaires et donner beaucoup plus de pouvoirs à celles-ci afin d'investir plus intelligemment et d'une façon plus ciblée l'argent de nos taxes et impôts.</p>

		<p>pourrons ainsi diminuer le recours aux « roulottes ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissement massif;</li> <li>• Plutôt que de tomber dans de fausses promesses électorales, nous nous engageons à prendre les sommes promises par les libéraux et à les mettre directement dans la rénovation des écoles. Ainsi, nous pourrons combler le déficit d'entretien sur 8 ans afin de donner aux élèves du Québec.</li> </ul>	<p>jouent un rôle incontournable dans l'économie régionale, dans les services à la population et dans la recherche et le transfert des technologies.</p> <p>Il n'y a pas d'autres avenues que de se donner financièrement les moyens de les soutenir, d'augmenter leur financement global, notamment pour effacer des années de politique d'austérité et d'assurer qu'elles ont les ressources humaines nécessaires pour accomplir leur mission.</p>	
--	--	---	--	--